

L'étrange proposition de Rocco Buttiglione

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 23 juillet 2009

Ne plus se battre contre les lois de mort ?

L'interview a fait grand bruit en Italie et dans les milieux pro-vie américains : le chrétien-démocrate Rocco Buttiglione, naguère persona non grata à la Commission européenne pour cause de positions trop traditionnelles à propos de la famille, de l'homosexualité et de l'avortement, vient de déclarer qu'il ne fallait plus se battre pour renverser la « loi 194 » qui, en Italie, légalise l'« interruption volontaire de grossesse ». S'exprimant dans [Il Corriere della Sera](#), ce proche ami de Jean-Paul II a estimé s'être « trompé » sur un point en s'opposant à la loi 194. Il faut, a-t-il assuré, se mobiliser plutôt pour qu'il y ait moins d'avortements en aidant les femmes. Comme Obama l'a promis au Pape le 10 juillet !

Cette prise de position vient décidément trop à point, après l'affreux désordre créé par l'affaire de la petite fille de Recife, pour ne pas relever d'une même – osons le dire – manipulation politique dont l'effet visible est une édulcoration de l'enseignement de l'Eglise sur le respect de la vie.

On se souviendra de la note publiée par Mgr Rino Fisichella dans L'Osservatore Romano (à son corps défendant semble-t-il) pour dénoncer les propos de Mgr Cardoso Sobrinho, alors archevêque de Recife, sur l'excommunication automatique des responsables d'un double avortement sur une fillette de neuf ans violée et enceinte à 15 semaines. On ne veut plus entendre parler, notamment aux Etats-Unis où les hommes politiques pro-avortement savent combien il leur en coûte devant une opinion qui demeure largement conservatrice de se voir refuser la communion dans certains diocèses, du lien entre avortement provoqué et excommunication. Il a fallu une large mobilisation pour qu'une mise au point intervienne. Elle fut forte, et elle vint de la Congrégation pour la doctrine de la foi.

Une nouvelle offensive se dessine à travers les déclarations très médiatisées de Rocco Buttiglione, connu et respecté comme catholique. Il se défendra sûrement d'avoir opéré, désormais, un revirement. Mais ce qu'il a dit est énorme.

« Nous, nous ne voulons pas changer la loi. Moins que jamais. Et surtout pas l'article 1, selon lequel l'avortement n'est pas un instrument de contrôle des naissances. C'est Livia Turco qui l'a dit : l'avortement n'est pas un droit, mais une épouvantable nécessité. Nous avons tous changé. Celui qui soutient la loi 194 reconnaît, simplement grâce aux découvertes scientifiques sur l'embryon et sur l'ADN, que le fœtus n'est pas un amas de sang dans le corps de la femme ; le fœtus est une vie. Et celui qui, comme moi, s'est battu contre la loi 194, s'est trompé sur un point. Le bigot que je suis peux le

dire de manière théologique : Dieu confie l'enfant à la mère d'une façon si particulière, que défendre l'enfant contre sa mère est juste, mais impossible. Nous devons soutenir la mère, la rendre libre ; plus elle sera libre, plus il lui sera difficile de renoncer à l'enfant. »

Livia Turco, soit dit en passant, est une ancienne figure du parti communiste italien, devenue en 2006 à l'issue d'une itinérance gauchiste, ministre de la Santé de Romano Prodi, et qui à cette place n'a pas ménagé ses critiques contre les combats pro-vie de l'Eglise catholique en Italie.

Rocco Buttiglione affirme que « l'avortement est une blessure dans la conscience nationale, qui nous a déchirés et divisés ». « Mais aujourd'hui il est possible d'unir spirituellement toute la nation italienne ; qu'il s'agisse de ceux qui ont soutenu la loi 194, ou de ceux qui l'ont combattue, tous ont en partie changé d'avis. Et l'Italie peut conduire une grande campagne internationale, pour atteindre l'objectif que se sont donné le Pape et Obama : moins d'avortements. » Et qu'en pensera le Pape ? « Le Pape lui-même, je l'espère, sera content. »

Rien n'est moins sûr. Il y a d'ailleurs une bizarrerie dans la supposition que Benoît XVI approuverait cet abandon pragmatique d'une position jugée trop raide, cette volonté de « comprendre et respecter » les divisions entre les « pro-choice et pro-life » (en anglais dans le texte). De même qu'il y avait eu une curieuse présomption à affirmer que le Pape avait « personnellement » approuvé les termes de la lettre de Mgr Fisichella sur la petite fille de Recife...

Réduire le nombre d'avortements par l'aide aux femmes, tout en choisissant de ne pas se battre contre le fait que l'« IVG » soit autorisée, voire subventionnée par les pouvoirs publics, tel est le choix de mouvements pro-vie qui hésitent à employer des mots trop durs (« l'avortement tue ») ou à montrer la réalité de ce « crime abominable ». Nous en avons un échantillon en France ; nous savons où cela mène : à plusieurs centaines de milliers d'assassinats de tout-petits par an.

Bien sûr, il faut aider le plus possible les femmes enceintes et créer un environnement favorable à la vie – qui oserait le contester ? Mais l'absence de clarté est déjà une forme de complicité ; l'organisation du crime par l'Etat est un désordre innommable ; et l'approbation des boniments d'Obama est un scandale.

On pourra, pour contredire ce que j'écris, avancer le cas de la Croatie. Voilà un pays où la loi sur l'avortement n'a pas été modifiée et où le nombre d'avortements a chuté de manière vertigineuse. Mais ce n'est pas d'abord en aidant les femmes à être plus « libres », vieille revendication pro-choix. Sa justification « théologique » par Buttiglione ne s'inscrit ni de près ni de loin dans la tradition doctrinale, mais plutôt dans une exaltation toute rousseauiste de la conscience. Le remarquable résultat obtenu dans ce pays ex-communiste résulte d'une claire information pro-vie, soutenue et promue par l'Eglise, à la fois auprès des jeunes dans les écoles et dans les structures de santé.

Prétendre que Barack Obama s'inscrit dans cette perspective est aberrant. Pour Buttiglione,

l'initiative italienne de proposer un moratoire mondial sur l'avortement, qu'il a contribué à lancer et soutenir et qui est, de fait, une excellente chose, permettra précisément de trouver ce « terrain commun » où le nouveau Président américain souhaite voir dialoguer les pro et les anti-avortement. La réalité est autre : par le jeu des nominations aux postes clefs de la Santé publique et de la Cour suprême, Obama met en place un dispositif qui menace même à terme de priver les catholiques de leur droit d'objection de conscience à l'avortement, et qui fera droit pas à pas à toutes les revendications de la Freedom of Choice Act qui veut faire de l'avortement un droit absolu. Et ce alors qu'une majorité de l'opinion américaine est désormais hostile à la légalité de ce crime, et que de nombreux Etats ont renforcé au cours des dernières années leurs lois contre l'avortement.

Il n'est pas anodin qu'au retour de leur Président de Rome, les Etats-Unis soient justement en train de mettre en place le financement public de l'« IVG », notamment pour les femmes les plus pauvres ; Mgr William F. Murphy, au nom de la Conférence épiscopale, a vertement [dénoncé](#) cette atteinte « au caractère sacré de la vie ». Tandis que Mgr Rino Fisichella dénonçait mercredi « la nouvelle augmentation des fonds publics pour l'avortement » qui se décide aux Etats-Unis.